

Communiqué de presse

Initiative des villes: politique sociale

Dix ans d'indicateurs sociaux de villes suisses:

la pauvreté et l'aide sociale en reflet du marché du travail

Berne, le 6 juillet 2009. La dernière édition des "indicateurs sociaux de villes suisses" fait état pour 2008 d'une baisse du nombre de cas, un reflet de la situation économique alors encore favorable. Ce parallélisme entre marché du travail et taux d'aide sociale se retrouve aussi, à la hausse comme à la baisse, tout au long de la décennie passée. Formation et santé influencent le risque de pauvreté et la croissance irrémédiable des chiffres de l'aide sociale.

Les villes de Bâle, Berne, Lucerne, St-Gall, Schaffhouse, Uster, Winterthour et Zurich comparent chaque année leurs chiffres concernant l'aide sociale. Cette comparaison des indicateurs sociaux paraît chaque année depuis dix ans. La bonne nouvelle pour l'année 2008 – à savoir la baisse du nombre de cas à l'aide sociale par rapport à 2007 – est déjà du passé dans plusieurs villes au vu de l'évolution récente.

L'aide sociale tend à devenir une rente de longue durée

Malgré une conjoncture encore bonne, retrouver un travail était déjà difficile en 2008, notamment pour les personnes sans activité lucrative et dépendantes de l'aide sociale depuis longtemps. Selon la ville considérée, un tiers voire près de la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale ont recours à la garantie du minimum vital depuis trois ans ou plus. Plus le chômage perdure, plus les chances sur le marché du travail sont minces - ce qui explique l'augmentation progressive de la charge incompressible que doit supporter l'aide sociale. Le taux d'aide sociale, supérieur à la moyenne, chez les enfants et les jeunes est en outre particulièrement inquiétant. Une amélioration se dessine en revanche chez les jeunes adultes: les programmes ciblés sur ce groupe d'âge, mis en place par les villes pour favoriser son insertion professionnelle, semblent efficaces.

La dixième édition des indicateurs sociaux était pour l'Initiative des villes: politique sociale l'occasion de publier une brochure qui présente les tendances et les interrelations dans l'économie et la société qui ressortent de cette période. En point de mire: le marché du travail. Le changement structurel de l'économie a relevé encore les exigences attendues des employés et supprimé les postes de travail simples. De ce fait, nombre de personnes peu qualifiées ou qui présentent un handicap quelconque sont exclues du marché du travail. Quand il n'y a pas (plus) de droit aux prestations de l'assurance-chômage ou de l'assurance-invalidité, il ne reste que l'aide sociale pour assurer le minimum vital et ce, souvent durant des années.

Intégration sociale et prévention de la pauvreté

Le droit pour tout individu de s'insérer dans le marché du travail est un leurre, et spécialement en temps de crise. La concurrence entre les institutions de la sécurité sociale dans le domaine de l'insertion professionnelle doit être muée en collaboration contraignante. Mais il convient aussi de soutenir davantage l'intégration sociale. Au même titre que la prévention de la pauvreté. Il faut notamment améliorer la situation des familles et des enfants socialement défavorisés, afin d'éviter que la pauvreté ne se lègue de génération en génération. Domaines clés: éducation de la petite enfance, perspectives de formation et prestations complémentaires pour les familles.

L'aide sociale, dont les coûts incombent principalement aux villes et aux communes, doit souvent aujourd'hui parer également à des risques structurels. Et, sur fond de crise économique, cette tâche ne peut que prendre de l'importance. L'Initiative des villes: politique sociale demande que ces coûts soient supportés conjointement par la Confédération et les cantons.

**Dossier de presse complet et
personnes de contact dans les villes concernées:**

www.initiative-villes.ch / Actuel

Renseignements complémentaires:

Ruedi Meier, président de l'Initiative des villes: politique sociale, directeur des Affaires sociales de la ville de Lucerne, tél. 041 208 81 32

Edith Olibet, directrice de la Formation, des Affaires sociales et des Sports de la Ville de Berne, tél.031 321 64 33

Ernst Schedler, chef des Services sociaux de Winterthour, tél. 052 267 56 13